

## L'activité économique française en expansion

Henry Mhun

Volume 31, Number 2, July–September 1955

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002619ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002619ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

HEC Montréal

### ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Mhun, H. (1955). L'activité économique française en expansion. *L'Actualité économique*, 31(2), 262–272. <https://doi.org/10.7202/1002619ar>

# L'activité économique française en expansion

Au cours d'un récent voyage au Canada, l'ancien gouverneur de la Banque de France, Monsieur Emmanuel Monick, président d'un des principaux établissements financiers français, fit à plusieurs reprises le point sur l'évolution de l'économie française. À Montréal notamment, devant plusieurs groupes d'hommes d'affaires, cette personnalité très en vue des milieux financiers de France a été amené à préciser les derniers développements de l'activité économique de son pays et à mettre ainsi en relief ses aspects favorables et défavorables.

M. Emmanuel Monick a pu montrer à nos amis canadiens que rarement symptômes de bonne santé économique ont été aussi nets et aussi concordants en France que ces derniers temps. Dans le tableau objectif qu'il a brossé, il convenait qu'il attirât d'abord l'attention sur les points défavorables qui sont: la crise du logement, la disparité des prix français et des prix internationaux, le déficit budgétaire et l'inégalité économique régionale, autant de facteurs sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir au cours des pages suivantes. (M. Monick aurait pu ajouter la productivité à cette liste.)

Les facteurs favorables mis de l'avant par l'éminent visiteur peuvent se résumer ainsi: expansion de la production agricole et de la production industrielle, progrès de l'épargne, stabilité des prix et absence d'inflation et enfin niveau élevé des réserves de change. Cette brève analyse a le mérite de résumer clairement en

quelques mots l'essentiel de la situation. Elle n'en appelle pas moins des développements susceptibles d'éclairer les lecteurs de cette revue, développements qu'il est possible de donner maintenant, après la publication complète des résultats de l'année 1954 et d'une partie de ceux du premier trimestre de 1955.

Il convient toutefois de souligner, en introduction, que l'expansion de l'économie française s'inscrit depuis deux ans environ dans le cadre d'une expansion européenne. Alors que de l'automne 1953 à l'automne 1954, l'Amérique du Nord était touchée par une légère récession, pendant ce temps l'Europe occidentale connaissait une période de prospérité croissante. Les courbes de l'économie canadienne et américaine d'une part, européenne de l'autre, ont suivi une direction opposée, et il a fallu retrouver l'hiver dernier de nouvelles forces expansionnistes pour que la courbe nord-américaine redevienne ascendante.

Cette observation n'implique pas que la France n'a eu qu'à suivre le mouvement et que ses progrès étaient inévitables. Loin de là. La politique stabilisatrice du gouvernement Pinay, la continuité de l'expérience Edgar Faure depuis l'été 1953 et l'action politique vigoureuse de Mendès-France ont au contraire favorisé considérablement le redressement en question. Mais l'objectivité commande de situer la reprise française dans le cadre d'une reprise européenne et de signaler ce qu'elle doit à la conjoncture extérieure.

\* \* \*

Le redressement économique qui s'était amorcé dès les derniers mois de 1953 s'est amplifié en France dans des proportions presque inespérées<sup>1</sup>. On a notamment assisté à une vigoureuse expansion de la production industrielle dont l'indice atteignait à la fin de 1954 un niveau record, pendant que la production agricole marquait, elle aussi, de nouveaux progrès. De leur côté, les exportations évoluaient dans le même sens. Aussi peut-on dire qu'à l'année de stabilité que fut 1953, une année de nette expansion a succédé en 1954, courbe qui s'est poursuivie depuis le début de 1955.

Il est tout à fait remarquable que ces progrès se sont accomplis sans inflation; en d'autres termes, la stabilité des prix a été mainte-

1. Voir notre dernier article: «Évolution des marchés monétaires et financier en France», dans *L'Actualité Économique* d'octobre-décembre 1954.

nue. On a donc pu affirmer que pour la première fois depuis la guerre — et la formule est du ministre des Affaires économiques et des Finances — la France connaît «l'expansion dans la stabilité». Sans doute a-t-on constaté à la fin de l'année dernière une légère augmentation des prix à la consommation, mais celle-ci n'a pas été assez accusée pour briser cette stabilité.

Aussi bien, les avantages importants que la France avait retirés depuis 1953 de l'arrêt des hausses de prix ont pu être conservés, à commencer par les majorations de salaires. Sous l'effet du maintien du pouvoir d'achat de la monnaie, la plupart de ces avantages se sont même nettement développés. Ainsi, le redressement de la balance commerciale et celui de la balance des paiements internationaux s'est poursuivi. Cette dernière s'est soldée en 1954 par un excédent non négligeable dû en partie au retour de la confiance et à la stabilité économique.

Dans le domaine financier, ces résultats se sont traduits par une reconstitution des réserves monétaires, par une position plus forte du franc vis-à-vis des autres devises et de l'or et enfin par une tendance de plus en plus marquée de l'épargne à se détourner de la thésaurisation et à revenir aux formes traditionnelles de placements, découragées depuis la guerre par l'inflation et la dépréciation du franc: d'où la désaffection de l'or à Paris — premier marché mondial de l'or libre — et le «boom» des valeurs mobilières en bourse. Ce relèvement de l'épargne s'est encore reflété, outre la revalorisation des titres mobiliers français, dans une plus grande aisance de la trésorerie publique.

Il reste cependant que certains problèmes de base, qui attendent une solution depuis quelques années, restent toujours en suspens en 1955, notamment le déficit financier (consécutif à l'excès des dépenses) qui reste trop élevé, la disparité des prix français et étrangers, la productivité de nombreuses entreprises industrielles et agricoles, qui est trop faible, et le besoin d'une décentralisation qui rétablirait un meilleur équilibre économique entre les régions les plus riches du nord et les plus pauvres du sud.

Il convient de noter que l'ensemble des résultats ci-dessus n'eut pas été possible sans le succès du plan de dix-huit mois de M. Faure, plan qui s'est soldé par une augmentation de 10 p.c. de la production industrielle et un accroissement du revenu national et du

pouvoir d'achat. Pour relancer l'économie tout en lui gardant une stabilité monétaire, le ministre a agi sur deux secteurs différents: il a d'une part stimulé la consommation et d'autre part développé les investissements. L'accroissement de la production nationale — sans inflation — a permis au gouvernement, dix-huit mois après la mise en application de son programme, d'être fidèle au « rendez-vous d'avril 1955 » et de majorer les salaires industriels de base.

\* \* \*

Comme nous le signalons plus haut, un des aspects le plus favorable de l'évolution économique française depuis un an a été l'augmentation de la production industrielle. De 1952 à 1953, la moyenne mensuelle de l'indice général de la production industrielle avait fléchi de 145 à 141 (base 100 en 1938). En 1954 la même moyenne a progressé à 152, laissant apparaître une hausse de 8 p.c. environ. Comparativement à la moyenne de 125 pour l'année 1929 — année où l'activité française avait marqué son maximum de la période d'entre les deux guerres — l'accroissement ressort à 23 p.c.

Ces progrès ont été généralisés aux biens de consommation et aux biens d'équipement, alors que ces derniers étaient restés à la traîne en 1953. En décembre 1954 l'indice de la production d'électricité atteignait 244 en regard de 222 en décembre 1953. Celle du pétrole et carburants est passée pendant le même temps de 341 à 402 après avoir marqué une pointe de 425 en novembre. Quant à celle des produits chimiques elle a monté de 177 à 188.

L'industrie sidérurgique, stimulée par la forte activité des industries d'équipement, est en nette progression. La production d'acier, qui avait été en novembre et décembre 1953 de 819,000 et 843,000 tonnes, a atteint un niveau moyen de 950,000 tonnes par mois au cours du second semestre 1954. De son côté l'industrie de l'automobile a enregistré une année record. La France a fabriqué plus de 600,000 véhicules en 1954, chiffre qui représente une progression de 20 p.c. approximativement par rapport à l'année précédente.

Les premiers résultats accessibles du début de 1955 témoignent de la continuité de ce redressement. L'indice de la production

industrielle s'inscrivait à 171 en mars dernier, soit une hausse de 11 p.c. sur mars 1954. Ajoutons à l'appui de cet indice-clé une augmentation parallèle de 10 p.c. du nombre des wagons chargés et une réduction du chômage (70,000 chômeurs secourus contre 80,000 en mars 1954).

Toutefois, si l'on analyse de près les résultats de ce début d'année, on constate que le tableau n'est pas uniformément favorable. Dans le domaine de l'énergie, la progression se poursuit pour l'électricité (indice 253 en mars 1955 contre 220 en mars 1954), le gaz (215 contre 198), le pétrole (405 contre 355), mais on note une stabilité pour le charbon (117 contre 114).

Dans les secteurs de base, la reprise amorcée en 1954 dans la sidérurgie s'est amplifiée, dépassant même les prévisions des professionnels. La production s'élevait à l'indice 208 en mars, contre 158 un an auparavant, ce qui signifie une progression de 30 p.c. En revanche la construction marque le pas. Malgré l'ampleur des besoins à satisfaire, l'amélioration des indices du bâtiment entre le printemps 1954 et 1955 ne dépasse pas 10 p.c. Comme le faisait justement remarquer M. Monick à Montréal, l'incidence sociale de cette situation dépasse de loin sa portée économique. Manifestement, la politique du logement en France reste déficiente. Notons par exemple que le nombre des permis de bâtir semble atteindre son plafond à 170,000, alors que l'Allemagne de l'Ouest doit construire 540,000 logements en 1955. On s'accorde généralement à situer les causes du mal dans un trop grand nombre d'entreprises sans surface, un manque de main-d'œuvre qualifiée et des prix de revient beaucoup trop élevés — ce dernier trait valant du reste pour un très grand nombre de secteurs en France.

Les industries chimiques ont ralenti leur brillant essor enregistré en 1954, bien que certaines branches restent très actives, tels que les engrais et le caoutchouc, ce dernier subissant l'essor de la construction automobile. Les industries mécaniques (indice 208 en mars 1955 contre 169 en mars 1954) se ressentent également du «boom» de l'automobile (indice 291 contre 241). Les délais de livraison, pour certains modèles, s'évaluent non pas en mois mais en années. Par ailleurs, des concentrations s'opèrent: Simca et Ford, Citroen et Panhard, Renault-Somua-Latil, qui placent la

France dans une position plus solide à l'égard de la concurrence internationale.

Par contre la stagnation du secteur-clé du matériel d'équipement constitue un handicap sérieux. Dans de nombreuses usines françaises, les machines de fabrication étrangère occupent toujours une place importante. Cet état de choses est dû en partie à l'insuffisance des investissements. La construction électrique pour sa part continue d'être en vedette, à la suite du relèvement progressif du pouvoir d'achat (articles ménagers par exemple). Elle réalise en outre des exploits techniques de haute portée, tel les vitesses records des locomotives. Il reste néanmoins que ses prix élevés demeurent préoccupants.

Cette diversité d'allure entre les secteurs industriels se manifeste également entre les différentes régions françaises. Il semble que les mieux placés (nord, nord-est, est et région parisienne) se portent de mieux en mieux et que les moins favorisés (sud-ouest, centre, sud-est) continuent à s'enfoncer. La France a, paradoxalement, ses régions « sous-développées ». Il s'agit là d'un problème non seulement économique et social, mais également politique, et le succès du « mouvement Poujade » trouve son explication dans la pauvreté du sud-ouest. Heureusement les récentes découvertes de gaz naturel et de pétrole en Aquitaine aideront peut-être à solutionner ce problème. L'année 1954 reste en tout cas pour la France l'année du pétrole. Mentionnons que l'on a compris dans certains milieux politiques la nécessité d'une décentralisation industrielle et l'effort à entreprendre sur le plan régional.

\* \* \*

La production agricole s'est, elle aussi, accrue en 1954. La récolte de blé, marquant un record, a dépassé 100 millions de quintaux, contre une moyenne de 85 millions de quintaux au cours des années précédentes. La plupart des autres récoltes, pommes de terre et betteraves fourragères notamment, ont été supérieures à 1953, tandis que les productions provenant de l'élevage poursuivaient leur progression.

Les seules exceptions concernent les betteraves sucrières et le vin. Mais la pléthore de ces deux produits cause toujours aux

gouvernements français bien des embarras et impose à l'État — donc aux contribuables — des sacrifices avec la fabrication d'alcools invendables au coût de revient. De sorte que le recul de production de ces deux produits constitue plutôt une source de satisfaction.

D'une façon générale, l'abondance des produits agricoles continue de poser des problèmes malaisés. Pour écouler les excédents, il faudrait exporter largement. Mais l'agriculture française produit à des prix très supérieurs aux prix mondiaux par suite de l'insuffisance de modernisation et de rationalisation des entreprises agricoles, d'une certaine sclérose née des protections dont bénéficient les agriculteurs et des mesures de dirigisme qui ont fait perdre de vue à beaucoup d'entre eux les notions d'une saine rentabilité et de la loi des marchés.

Au chapitre des prix intérieurs, la France a connu en 1954 et au début de 1955 de réelles satisfactions. En effet, leurs variations ont été fort étroites et l'objectif proposé au pays par M. Edgar Faure, l'expansion économique dans la stabilité monétaire, semble bien être atteint. De janvier 1954 à avril 1955, l'indice officiel des prix de détail n'a pratiquement pas bougé: 144 contre 143.2, soit une hausse d'environ 1 p.c. Or, dans l'intervalle, le niveau moyen des salaires a augmenté de 12 p.c. (indice 190 contre 170, base 100 en 1949).

L'examen des prix de gros fait ressortir la différence entre les prix intérieurs et étrangers, qui peut être évaluée entre 15 et 20 p.c. Ce fait préoccupe les autorités publiques et un comité a été mis sur pied pour rechercher, dans les principaux secteurs économiques, ses causes et les moyens d'y remédier. Il est indiscutable que des efforts de rationalisation ou de reconversion, propres à modifier des structures périmées, peuvent amener une compression des prix de revient. M. Mendès-France, avec raison, s'est fait l'avocat en France de cette politique. Les charges publiques, fiscales et parafiscales pèsent également sur le coût de production, d'où la nécessité de réduire certaines dépenses de l'État.

Cette disparité des prix français et mondiaux freine considérablement les exportations. Jusqu'ici les gouvernements se sont refusés à dévaluer le franc, malgré la pression de certains milieux d'affaires et tout indique que cette attitude sera maintenue. Il reste indiscutablement un effort de reconversion et de réduction



des dépenses publiques à entreprendre, pour normaliser les prix français, les rendre plus compétitifs sur les marchés extérieurs et trouver une solution aux problèmes de la libération des échanges et de la convertibilité des monnaies.

Les résultats du commerce extérieur français en 1954 n'en ont pas moins été favorables, enregistrant un plafonnement des importations en provenance de l'étranger, une progression appréciable des exportations et une amélioration corrélative de la balance commerciale. Les achats à l'étranger ont atteint 1,111 milliards de francs, soit 1.7 p.c. de plus qu'en 1953. Les exportations ont grossi de leur côté de 9 p.c., atteignant 966 milliards. Le déficit de la balance visible avec l'étranger, qui avait déjà fléchi de 413 à 206 milliards entre 1952 et 1953, se trouve ainsi ramené à 145 milliards.

Cette évolution se confirme au début de 1955. En avril, la France a battu son record d'exportations à destination de l'étranger, avec un chiffre de 106 milliards, couvrant ainsi ses importations à raison de 93 p.c. Compte tenu des échanges avec l'Union française, ce même mois d'avril enregistre un excédent global de 4.4 milliards de francs contre un déficit de 9 milliards en avril de l'année dernière. Il faut enfin souligner que la balance des paiements est favorable, la France faisant face à ses engagements et reconstituant ses réserves.

À propos du commerce extérieur, l'objectivité oblige de mentionner l'aide à l'exportation souvent coûteuse et les restrictions qui sont toujours appliquées aux importations, mesures qui contribuent sans aucun doute à son redressement. Il ne s'agit que de palliatifs et de mesures de circonstance qui ont déjà été atténués, mais qui devraient être supprimés tôt ou tard. Elles font du reste l'objet de protestations de certains fournisseurs et clients de la France. Les atténuations apportées en 1954 à ce régime protecteur ont porté sur la libération de certains échanges. Il s'agit plus exactement de la suppression des restrictions quantitatives aux importations dans le cadre de l'Organisation Européenne de Coopération Économique. Les autorités françaises ont élevé progressivement le taux de libération à 65 p.c. en 1954, et 75 p.c. au 1<sup>er</sup> avril 1955. Il convient de noter que l'O.E.C.E. a décidé de porter ce taux de 75 à 90 p.c., dans un délai de six mois à dater du 1<sup>er</sup> avril 1955, à titre expérimental.

\* \* \*

L'augmentation des dépenses budgétaires s'était poursuivie depuis la fin de la guerre jusqu'en 1953, à une allure rapide. De 1951 à 1952 par exemple, elle avait été de l'ordre de 500 milliards, et la comparaison des budgets de 1952 et 1953 faisait encore ressortir une progression de 231 milliards. En revanche, celui de 1954 s'établit pour la première fois depuis bien longtemps, en légère diminution par rapport au précédent. Ceci constitue un résultat encourageant, sinon suffisant.

Les prévisions des dépenses pour 1955 font ressortir une augmentation de dépenses de l'ordre de 90 milliards par rapport à 1954. Les recettes, compte tenu de la hausse de l'impôt sur les sociétés, laisseraient cette année un déficit de 376 milliards. Ce chiffre se compare à 279 milliards en 1954 et 334 milliards en 1953. (Toutefois les chiffres de 1953 et 1954 comprennent la contre-valeur de l'aide américaine tandis que ceux de 1955 n'en tiennent plus compte.) Si l'importance du déficit financier fait l'objet d'estimations assez divergentes et de maintes controverses, il reste que le dernier chiffre donné par l'actuel ministre des Finances, soit 400 milliards de francs, laisse apparaître un déficit trop lourd pour l'équilibre de l'économie intérieure.

Pourtant la trésorerie est restée à l'aise depuis l'automne 1953. En témoigne l'amortissement régulier des avances supplémentaires de la Banque de France à l'État, ainsi que des remboursements anticipés d'emprunts ou de crédits extérieurs. L'absence de réactions inflationnistes, face au déséquilibre des finances publiques, s'explique dans une large mesure par un raffermissement de la confiance dans la monnaie, lui-même consécutif à la stabilité monétaire. Tous les milieux compétents s'accordent toutefois en France pour affirmer que cette situation heureuse est encore fragile dans la mesure où l'État ne parviendra pas à équilibrer son budget.

Le bilan de la Banque de France fait ressortir au 31 décembre 1954 une augmentation de 10 p.c. de la circulation des billets par rapport à la fin de 1953, pourcentage qui n'est pas exagéré si l'on considère la reprise de la production, le redressement de la balance des paiements et le recul de la thésaurisation. Les crédits à l'économie se sont accrus en 1954 de 168 milliards, alors qu'en 1953 ils avaient fléchi de 29 milliards. Les réserves d'or et de devises ont augmenté de leur côté de 170 milliards, tandis qu'en 1953 et

1952 elles avaient baissé de 12 et 67 milliards. Par ailleurs les ressources des banques sont restées abondantes et la Banque de France a pu continuer d'abaisser son taux d'escompte de  $3\frac{1}{4}$  p.c. en février 1954 à 3 p.c. en décembre dernier. Dans l'ensemble, le crédit sous toutes ses formes est devenu moins onéreux, facilitant le redressement économique.

À la faveur de la stabilité des prix et de la monnaie, qui a renforcé la confiance dans le franc, les progrès de l'épargne se sont amplifiés. Au total celle-ci a représenté, en 1954, 825 milliards de francs contre 574 milliards en 1953.

Cette restauration de l'épargne a pris une forme des plus encourageantes: l'accroissement du montant des émissions de valeurs mobilières. Ces émissions sont passées entre 1953 et 1954 de 245 à 399 milliards, une part beaucoup plus grande de l'épargne s'investissant dans les titres à revenus variables (actions). Le français moyen a donc retrouvé le chemin de la bourse et participe ainsi à l'expansion économique.

Le marché financier a été l'objet d'un redressement spectaculaire tout au long de 1954 et depuis le début de 1955. La capitalisation boursière des titres français à revenu variable cotés à la Bourse de Paris s'est élevée de 1,525 milliards à 2,700 milliards entre la fin de 1953 et 1954. Ceci représente une progression de 77 p.c. L'indice des valeurs françaises a monté pendant cet intervalle de 170 à 271. Le groupe des pétroles et carburants, stimulé par les découvertes du sud-ouest de la France, est passé de l'indice 140 à l'indice 808. Les valeurs étrangères ont moins progressé, soit de 53 p.c. — ce qui confirme la part de l'épargne française dans le développement économique. L'abondance de l'argent a du reste été accrue par l'arrêt de la thésaurisation d'or et les rapatriements de fonds en provenance de certains territoires d'Outre-Mer, Indochine en particulier. Il convient de souligner que l'ampleur de la hausse en bourse, exagérée pour certaines valeurs, a été récemment corrigée à Paris par une chute des cours, qui n'a pas eu cependant de répercussions sérieuses sur la situation économique et financière.

Une impression nettement encourageante se dégage de la plupart des éléments qui viennent d'être passés rapidement en revue. L'année 1954 et le début de 1955 se caractérisent par une nette expansion de l'activité économique et une stabilité de la monnaie — qui marque l'arrêt de l'inflation. Cette expansion s'est réalisée sans que la stabilité des prix ait été compromise. Les salaires ont été légèrement majorés tout en contenant le mouvement des prix de détail dans des limites étroites, tandis que les prix de gros fléchissaient quelque peu. Les échanges extérieurs se sont élargis, notamment les exportations, établissant un équilibre monétaire plus stable avec l'extérieur et provoquant, à partir de la seconde moitié de 1953, un excédant de la balance générale des paiements. L'accroissement des réserves d'or et de devises en est une des conséquences les plus notables; il traduit un renforcement de la position internationale du franc français.

Au dedans, les disponibilités monétaires ont progressé, attestant le retour de la confiance dans la monnaie nationale. Sur le plan des finances publiques, par contre, les dépenses restent excessives et le déficit constitue un danger de réapparition de l'inflation. C'est là un des aspects défavorables de la situation actuelle, contre lequel les économistes ne cessent de s'élever. Par ailleurs, la disparité des prix français et étrangers reste une faiblesse sérieuse, comme nous l'avons souligné plus haut. Ce sont deux des problèmes qui préoccupent le plus les responsables de la politique économique française de l'heure et il sera intéressant, au cours des prochains mois, d'observer si l'activité élevée de l'économie sera mise à profit par le gouvernement pour leur trouver une solution.

Henry MHUN,  
*docteur ès sciences économiques (Montréal).*